

8 juillet 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le bilan du Sommet du G8 au Japon, la venue du chef d'Etat syrien en France, la question tibétaine, l'aide française au développement de l'Afrique, la présidence française de l'Union européenne et sur l'extradition de Marina Petrella vers l'Italie, à Toyako le 8 juillet 2008.

Mesdames et Messieurs,

Ce sommet approche de sa fin. C'est donc l'heure d'un premier bilan. Je crois que l'on peut d'ores et déjà se satisfaire d'un certain nombre d'acquis, avant même nos échanges de ce soir. Si vous avez des questions, je vous dirai un mot de notre dialogue de demain avec les grands pays émergents. Premier acquis : s'agissant de l'évolution du G8, vous connaissez ma volonté d'adapter le G8 aux réalités du 21^{ème} siècle. Le G8 a été organisé en G5 puis G6, puis en G7, puis G8 à la suite de deux événements majeurs : les premiers chocs pétroliers des années 70 et les déséquilibres monétaires de la même période. C'est une structure du 20^{ème} siècle. Nous sommes au 21^{ème} siècle et je considère qu'il n'est pas raisonnable de vouloir traiter les grandes questions du monde sans y associer un pays africain, un pays sud-américain, l'Inde, la Chine et même un pays arabe qui reste d'ailleurs à déterminer. Plusieurs formules sont possibles. Ces idées progressent, nous avons beaucoup échangé sur le sujet.

Le prochain G8 sera sous Présidence italienne. Nous avons parlé de son ordre du jour et le Président du Conseil italien nous a proposé un ordre du jour qui a été accepté par tout le monde. La première journée du prochain G8 sera consacrée au G8, la deuxième journée au G13 et la troisième journée à un dialogue entre le G13 et les pays africains et, au terme de ces trois jours, le G8 fera une déclaration finale. Ce sera l'architecture du prochain G8.

Vous voyez que les choses avancent et qu'à la suite du processus très bien engagé par nos amis à Heiligendamm, la place du G13 se fera -et c'est souhaitable- de plus en plus importante.

Nous avons, par ailleurs, parlé des problèmes du moment. Ces problèmes concernent d'abord l'environnement et le changement climatique. Vous savez que la Présidence française de l'Europe en a fait sa priorité, que la France a organisé le Grenelle de l'environnement. Je voulais qu'ici, le G8 aille plus loin qu'à Heiligendamm sur l'objectif de long terme de réduction d'au moins 50 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Je ne dis pas que c'est parce qu'on fixe un objectif qu'on le tient. Mais convenons que, si on ne fixe pas d'objectif, on n'a aucune chance de le tenir. Cela avait été une fameuse question à Heiligendamm où, jusqu'au dernier moment, nous avons négocié, notamment avec nos amis américains qui avaient fini par accepter l'expression : « considère sérieusement ». Il y a un progrès qui est important puisque tout le monde, notamment les Canadiens et les Américains, est d'accord sur : « considéré sérieusement et adopté ». Donc, nous sommes passés à un niveau contraignant s'agissant des objectifs du G8.

Bien sûr, nous aurons demain la réunion G8+5+3 sur le changement climatique. C'est un

Bien sûr, nous aurons demain la réunion G8+5+5 sur le changement climatique. C'est un véritable progrès : c'est la première fois que pays développés et pays émergents adopteront un texte commun car nous essayons de leur faire adopter le même texte que celui que nous avons adopté. Alors, naturellement, on est toujours dans le processus des Nations unies, toujours avec l'objectif d'obtenir, pour Copenhague, en 2009, un accord. Mais vous voyez comment on fait les choses. L'Europe, c'est l'adoption de la directive climat-énergie de la Commission et j'en ai fait une priorité de la Présidence française, c'est très difficile mais voilà ce que l'on va essayer de faire dans les 6 mois. Le G8 doit donner l'exemple comme l'Europe donne l'exemple, donc on progresse encore par rapport à Heiligendamm avec le refus total de nos amis américains de s'engager sur un objectif. Ici, au Japon, on adopte tout cet objectif et, demain, on va essayer de le faire accepter par les grands pays émergents. Vous voyez que cela progresse, mais cela progresse pour obtenir un résultat sur ce que l'on appelle l'après-Kyoto et qui est Copenhague 2009. Voilà comment on peut résumer même s'il y a d'autres éléments plus techniques. C'est simplement pour présenter les choses.

S'agissant de l'énergie et de l'économie mondiale, on a eu une discussion très approfondie sur les déséquilibres monétaires qui perturbent l'économie mondiale, qui ont des effets sur les prix de l'énergie et des matières premières. Je dois dire que c'est plutôt une bonne nouvelle. Il y a une convergence des analyses que je n'avais jamais vue, en tout cas depuis que je suis Président de la République, puisque c'est maintenant la quasi-unanimité de l'Europe dont l'Allemagne, qui considère que le niveau de l'euro est un problème. Comprenez le niveau de l'euro vers le haut. Les Américains et le Président BUSH l'a dit très clairement, considèrent que la faiblesse du dollar est un problème. Tous, autour de la table, nous considérons également que le niveau du yuan est un problème. Peut-être que cela ne vous paraît pas spectaculaire mais il y a maintenant une analyse absolument convergente sur les dégâts économiques que peuvent constituer ces déséquilibres monétaire et sur la nature de ces déséquilibres monétaires : un dollar trop bas, un yuan trop bas et un euro trop élevé. C'est vraiment une analyse qui est partagée par tout le monde.

A la suite de ce G8, je souhaite que les ministres des Finances et les banquiers centraux mènent des consultations avec les pays émergents, en particulier la Chine, pour que les taux de change de leur monnaie correspondent aux réalités économiques. Donc, au point de vue de l'analyse et de la convergence, tout le monde est bien d'accord. Il y a même eu une discussion assez approfondie sur les différences du niveau des taux d'intérêt, chacun disant que c'était préoccupant de voir, entre les deux côtés de l'Atlantique, qu'il y en a deux, l'un à 2 et l'autre à 4,5 avec les risques que cela peut entraîner sur les déséquilibres monétaires.

S'agissant de l'énergie, là aussi, on a eu une discussion extrêmement approfondie et je sens l'alternative nucléaire monter très fortement. Vous savez que, pour la France, c'est un choix très ancien. L'Angleterre veut vraiment y aller fortement, l'Italie y est intéressée, les Etats-Unis aussi et Mme MERKEL, à titre personnel, y est d'ailleurs favorable. J'ai proposé l'organisation d'un forum sur l'énergie, à la fois l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables pour qu'on mette en commun nos découvertes, pour qu'on utilise les meilleures pratiques, éventuellement même pour que l'on se répartisse les filières pour investir ensemble. Cette idée a été acceptée par la totalité du G8 et nos amis japonais se sont proposés pour organiser ce forum avant la fin de leur présidence. D'ailleurs, c'est complémentaire avec les idées de Gordon BROWN sur la rencontre entre pays producteurs et pays consommateurs à la suite de Djeddah. Il y aura, avant la fin de l'année au Japon, une rencontre sur la question de l'énergie, chacun étant bien conscient qu'il faut aller plus vite sur les économies d'énergie, plus vite dans le développement des nouvelles générations de centrales nucléaires -ce qui, naturellement, arrange la France, qui, avec l'EPR est bien placée- et plus vite dans le développement des énergies renouvelables. On a, bien sûr, parlé du développement de l'Afrique. Nous avons réaffirmé les engagements pris à Gleneagles en 2005 : 50 milliards de plus par an pour l'aide d'ici à 2010 dont 25 milliards pour l'Afrique, l'accès universel au traitement des grandes pandémies d'ici 2010. Nous avons réaffirmé l'engagement de 60 milliards de dollars pour la santé et vous savez que la France en avait fait une priorité. Je peux vous dire que, rien que sur la santé, nous dépenserons en 2008 un milliard

400 millions de dollars, c'est-à-dire un peu plus que les engagements que nous avons pris. Nous avons convenu, plutôt que de faire de nouvelles promesses, qu'il fallait respecter scrupuleusement les engagements que nous avons pris. Et nous avons eu un certain nombre de discussions très approfondies, notamment sur le Zimbabwe où nous avons tous considéré que la situation est inacceptable et qu'il convient que le Conseil de sécurité prononce des sanctions, non pas à l'endroit de ce pays, d'une population qui souffre déjà tellement mais à l'encontre d'un président et d'un régime illégitimes, y compris nos amis russes, qui ont indiqué qu'ils n'étaient pas opposés sur le principe.

Nous travaillons cet après-midi, avant le dîner de ce soir, sur la rédaction d'un texte commun parce que, naturellement, il convient qu'en aucun cas, le G8 ne donne le sentiment de faire obstruction au Conseil de sécurité. Ce serait pour le moins curieux. La condamnation est unanime et elle est extrêmement sévère. Le mot sanction ne fait peur à personne autour de la table. Cela devait être un sujet de ce soir, au dîner, mais il y a tellement de sujets ce soir qu'on a décidé de prendre un peu d'avance pour en parler.

Je crois que je n'ai rien oublié. Bien sûr, je me livre à vos questions.

QUESTION - Sur le plan climatique, vous avez dit qu'on a atteint un niveau contraignant. Est-ce que cela veut dire que des sanctions sont éventuellement envisagées ?

LE PRESIDENT - Pas encore. Franchement, si l'on regarde sur les 3 dernières années et les progrès faits, le niveau contraignant, c'est 50 % d'émissions de gaz à effet de serre en moins d'ici à 2050. Jusqu'à présent la position de nos amis américains consiste à dire qu'il fallait faire confiance aux progrès scientifiques que la technologie nous permettrait de trouver une solution et que cela ne servait à rien de fixer un objectif. Aujourd'hui, Canada comme Etats-Unis -le mot anglais c'est « adoptent », c'est le même qu'en français- adoptent cette objectif. C'est une grande nouveauté.

Deuxième nouveauté que nous allons essayer de jouer demain, c'est d'associer le G8 + le G5 + le G3 à l'adoption du même objectif. Ce qui serait une première, puisque jamais nous avons eu d'objectif commun avec les pays émergents. Vous savez que la politique des pays émergents consiste à dire : « écoutez, on pollue moins que vous n'avez pollué à votre époque, laissez nous gagner de la croissance, on y arrivera ». Toute l'argumentation que nous avons développée, c'est que nous sommes la dernière génération à pouvoir faire quelque chose avant la catastrophe et maintenant, avec le GIEC, on a des éléments scientifiques qui sont incontestables. J'ajoute que l'Europe est moteur. L'Europe a pris des engagements, non pas pour 2050, elle accepte les engagements de 2050 mais des engagements pour 2020, qui sont 20 % d'économie d'énergie, 20 % d'émission de gaz à effet de serre de moins et 20 % d'énergies renouvelables dans notre paquet énergétique.

On est dans la prise de conscience, on est sur la fixation d'objectifs. Vous me direz : « oui, mais il n'y a pas un tribunal qui peut sanctionner ». Attention, ce n'est pas le cas en Europe. Si on arrive à faire passer la directive, le paquet énergie-climat, il y a des processus de sanction. C'est bien ce qui rend difficile l'adoption. Au niveau mondial, c'est un progrès considérable qui a été obtenu. Sur la composition du G8, sur le paquet énergie-climat, sur l'aide au développement et sur l'attitude qu'on doit avoir vis-à-vis d'un régime honteux qui est le régime de M. MUGABE, je trouve que c'est un G8 qui a été utile.

QUESTION - A propos du nucléaire iranien, qui est aussi un sujet de ce G8, comment évaluez-vous la teneur de la réponse iranienne à l'offre des 6 ? Quelles sont les prochaines étapes si vous considérez que la réponse est non ?

LE PRESIDENT - Il y a une initiative du Groupe des 6 qui sera d'envoyer M. SOLANA pour discuter et voir de façon approfondie quelle est la différence entre l'actuelle, au-delà des mots, proposition des Iraniens et celle que nous avons déjà sur la table. Et puis, une fois cette initiative commune faite autour de M. SOLANA, dont on aura les résultats, chaque pays, par les canaux qui seront les siens, essaiera d'en savoir un peu plus sur les intentions du régime iranien. Pour la France, la politique est claire : pas d'arme nucléaire pour l'Iran et, à partir du moment où l'Iran accepte les contrôles transparents, une aide de façon à ce que l'Iran, comme tout pays qui

désirait l'avoir, puisse bénéficier du nucléaire civil. C'est une position constante que j'avais même affirmée lors de la campagne présidentielle et que je confirme bien volontiers ici.

Après, c'est compliqué. Il y a une seule source de pouvoir en Iran. Quelle est la sincérité de la proposition qui a été faite ? Tout cela demande un peu d'expertise et, si possible, une expertise en commun.

QUESTION - Vous ne nous avez pas parlé de l'OMC. Je vois que vous vous félicitez, dans le communiqué final, de l'organisation d'une réunion ministérielle le 21 juillet. Est-ce que vous partagez réellement cette volonté ? Quelle est votre stratégie européenne à la veille de cette réunion ?

LE PRESIDENT - Nous avons parlé de l'OMC pour dire que le protectionnisme n'est pas une solution et j'adhère pleinement à cette analyse. Nous en avons parlé également pour dire que nous voulions un accord réciproque ou équitable -on peut discuter sur les mots- mais c'est bien l'idée. Cela veut dire que les grands pays émergents doivent faire un effort qu'ils n'ont pas fait jusqu'à présent. Il n'y a pas que la France qui le dit. M. HARPER, au nom du Canada, qui n'est pas un pays connu pour refuser le libre-échange a clairement dit qu'en l'état actuel des choses, il ne pourrait pas présenter à son Parlement un accord. M. BUSH pousse beaucoup pour un accord mais a également indiqué qu'en l'état actuel des choses, l'accord n'était pas satisfaisant puisqu'il n'y avait pas assez d'efforts de la part du Brésil, de l'Argentine et spécialement de l'Inde et de la Chine. J'ajoute que j'ai discuté avec Gordon BROWN, en tête-à-tête, dans les nombreuses réunions bilatérales que nous avons eues. Il est lui-même d'accord sur le fait qu'il convient de faire pression sur les émergents pour obtenir un accord.

La chose est bien claire : je crois qu'il y a une majorité pour considérer que la proposition qui est sur la table n'est pas satisfaisante. Personne ne dit, autour de la table, que la proposition qui est sur la table est satisfaisante. Il est vrai que nos partenaires ont dit qu'il vaudrait mieux un accord. Je suis bien d'accord là-dessus. J'observe simplement que l'on n'a pas eu d'accord depuis 7 ans, ce qui n'a pas empêché, pendant 6 ans, la croissance mondiale d'être à un niveau jamais égalé. Pour qu'il y ait un accord, il faut que les pays émergents fassent un effort. J'étais très intéressé de voir que c'était une position pas simplement défendue par la France mais par d'autres pays et je vous ai cité des exemples.

QUESTION - Vous allez recevoir très bientôt le Président Bachar AL-ASSAD, votre entourage évoque la perspective d'un voyage à Damas. Pouvez-vous nous dire quand vous irez en Syrie et surtout à quelles conditions ? Ces conditions sont-elles réunies aujourd'hui notamment en ce qui concerne les relations entre la Syrie et le Liban ?

LE PRESIDENT - D'abord je voudrais dire combien je suis heureux de la quasi-unanimité de nos partenaires sur l'opportunité d'inviter le Président syrien. La chancelière, Mme MERKEL, qui sera au Sommet de l'Union pour la Méditerranée, m'a indiqué combien la France a eu raison d'inviter le Président syrien. La totalité des dirigeants israéliens, je veux dire le patron du parti socialiste, M. BARAK, la ministre des Affaires étrangères, Mme LIVNI, le Premier ministre, M. OLMERT, le chef de l'opposition, M. NETANYAHU. Tous m'ont dit : c'est une chance d'inviter la Syrie. Inutile de préciser que l'invitation de la Syrie a beaucoup compté dans la décision de M. BOUTEFLIKA de venir et le Président ABU MAZEN m'a indiqué combien il était heureux de cette invitation. Partant du principe que la France veut la paix, comment la France peut-elle aider à la paix si l'un des protagonistes d'une situation de non-paix n'est pas invité pour que l'on en parle ? J'ajoute également la présence de M. Michel SLEIMANE et qu'un certain nombre de décisions seront annoncées. Pour des raisons qui tiennent à la fois à la diplomatie, à la courtoisie et à l'efficacité, je me réserve de parler de tout cela après avoir vu M. Bachar AL-ASSAD le 12 juillet, vous le comprendrez. On travaille activement, on prépare activement. Il y aura un certain nombre de choses mais je ne souhaite pas les dévoiler avant le rendez-vous. Vous le comprenez bien sinon ce n'est pas la peine d'avoir un rendez-vous. Même nos amis américains que nous avons tenus au courant dans le détail de tout cela et qui n'étaient pas très enthousiastes à la perspective d'un dialogue avec les Syriens ont, aujourd'hui, convenu que c'était quelque chose d'utile notamment avec l'absence de progrès sur l'Iran.

QUESTION - Le Président syrien Bachar AL-ASSAD a dit aujourd'hui qu'il vous invite aujourd'hui

QUESTION - Le Président syrien Bachar AL-ASSAD a dit aujourd'hui ou il vous invite aujourd'hui par Le Figaro à jouer un rôle déterminant dans le processus de paix syro-israélien. Est-ce que la France est en mesure d'accompagner ce processus ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, qu'un pays comme la Syrie demande à la France de s'impliquer, après que l'Autorité palestinienne ait demandé à la France de s'impliquer, après que les autorités israéliennes aient demandé à la France de s'impliquer, c'est plutôt une bonne nouvelle s'agissant de l'influence de la France et de son rayonnement. Si la France et l'Europe, l'Europe, dont la France, peuvent jouer un rôle pour faire avancer la paix au Proche-Orient, il faut le faire et il faut le jouer mais il y a aussi la question libanaise derrière cela. On voit bien qu'avec le sommet de l'Union pour la Méditerranée dont vous savez l'importance que je lui accorde, il y a la Méditerranée et l'intérieur de la Méditerranée, c'est comme un jeu de poupées russes. Il y a des sujets qui sont immenses : les Israéliens et les Palestiniens, le Liban : unité nationale, gouvernement. Tous ces sujets-là feront l'objet d'initiatives. Je suis très heureux que l'Europe prenne sa place dans une partie du monde où elle a mis beaucoup d'argent mais pas le même investissement en politique.

QUESTION - Monsieur le Président, la France est à l'origine des pourparlers entre les Tibétains et les Chinois. Il y a eu une dernière session de pourparlers ces derniers jours. Ce sont des pourparlers qui avaient eu lieu depuis 2002 et qui ont été repris grâce aux efforts de la France. Le chef de la délégation tibétaine faisait état, il y a quelques heures, d'une déception disant que jamais ses discussions avec les autorités chinoises n'avaient été aussi difficiles. Donc je ne vais pas vous demander votre réponse demain avec M. HU JIN-TAO, ce n'est pas cela. Ma question est : quels sont les moyens de pression que vous avez pour obtenir que ces pourparlers soient efficaces et que ce ne soit pas simplement cosmétique pour arriver aux Jeux Olympiques ?

LE PRESIDENT - J'aurai l'occasion de rencontrer le Président chinois demain et, à la suite de ma rencontre, j'annoncerai un certain nombre de décisions. J'ai terminé le processus de consultation de nos partenaires, puisqu'en tant que Président de l'Union -et c'est tout à fait normal- j'ai consulté nos partenaires et j'annoncerai demain le résultat de cette consultation et des initiatives que je serai amené à prendre. Pardon, je voulais vous faire le point sur le G8, je ne veux pas être discourtois avec vous et dire que, sur ce sujet, je répondrai demain et sur l'autre je répondrai le 12, mais je vois le Président chinois demain et j'annonce ce que je vais lui dire en conférence de presse, je vois le Président Bachar AL-ASSAD le 12 et je vous dis...Donc ce n'est pas extrêmement commode, c'est la raison pour laquelle je dois espacer mes réponses. Franchement, expliquer sa stratégie, c'est en expliquer le résultat qu'on en attend donc, honnêtement, c'est difficile et comme je suis très mal à l'aise comme vous le savez, avec la langue de bois, je préfère m'abstenir de répondre plutôt que vous faire une réponse langue de béton, pas à la hauteur de la qualité des interlocuteurs qui sont devant moi, naturellement.

QUESTION - Monsieur le Président, la France, selon le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, a baissé son aide publique de 15,6 % en 2007. Vous avez repoussé de 2012 à 2015 l'idée de parvenir à 0,7 % d'aide publique au développement. Est-ce que finalement, depuis un an que vous êtes aux affaires et que vous avez beaucoup voyagé, vous dites que finalement, peut-être, vous allez revenir plus rapidement à l'objectif de 2012 et mettre plus d'argent et montrer l'exemple sur la question de l'aide au développement ?

LE PRESIDENT - J'ai beaucoup voyagé, j'espère que ce n'est pas un reproche ! Par moment, c'est vrai, je le pense aussi. Alors, je m'attendais à cette question. Je crois qu'il faut vous donner des chiffres. Pardon d'être un peu précis mais c'est mieux. L'aide française au développement, c'est la première du G8 avec 0,39 % du revenu national. Nous sommes à environ 10 milliards de dollars. Je parle de 2007. Nous sommes les premiers. J'ai confirmé l'objectif de 0,7 pour 2015. C'est vrai, Monsieur, que l'on est passé de 2012 à 2015 mais j'observe que, jusqu'à présent, la France tenait ses engagements en annulant des dettes. Vous connaissez bien ces sujets, est-ce que c'est vrai ce que je dis ? Voilà. Et maintenant que la quasi-totalité des dettes est annulée, vous comprenez la différence. Donc faites le 0,7 ou le 0,39 en annulant des dettes ou en mettant de l'argent frais -pardon de l'expression - ce n'est pas tout à fait le même effort. Surtout que l'on annule la dette de pays dont on savait d'ailleurs parfaitement bien qu'ils ne pourraient pas les

rembourser. Donc, en passant de 2012 à 2015, j'ai renforcé les obligations de la France. D'abord parce que c'était des promesses et il faut les tenir. Et puis, maintenant, c'est de l'argent frais.

Les deux tiers, par ailleurs, de notre aide bilatérale, sont désormais consacrés à l'Afrique. Quant à notre aide multilatérale, la France est le cinquième contributeur de la Banque Mondiale. La France est le deuxième contributeur de la Banque Africaine de Développement et du Fonds Mondial contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et tout cela va en priorité sur l'Afrique. En septembre dernier, on a consacré 900 millions d'euros sur trois ans au Fonds Mondial de Lutte contre le Sida et mon souhait est de tenir l'engagement de l'accès universel au traitement des pandémies, ce qui est un objectif incontournable. Vous savez qu'il y avait eu une crainte de la part de certaines ONG : est-ce que l'on faisait cela ou pas ? Vous m'aviez vous-même évoqué les choses, voici ma réponse. Je voudrais signaler au passage que j'ai obtenu une avancée sur la liberté de circulation des personnes séropositives. Les résultats, par ailleurs, sont au rendez-vous. Notre action en Afrique subsaharienne entre 2004 et 2006 a permis à 1 million et demi d'Africains d'accéder à l'eau potable, à 2 millions et demi d'Africains d'accéder à l'électricité, à près de 4 millions d'enfants d'être scolarisés au niveau primaire et à près de 6 millions d'enfants d'être vaccinés. Nous allons passer à la vitesse supérieure au niveau de l'Afrique. J'ai demandé à l'Agence Française de Développement de doubler ses engagements financiers sur l'Afrique dans les cinq ans qui viennent, 2008 à 2012, par rapport aux six ans passés 2002-2007. L'AFD va passer de 4,8 milliards d'euros à 10 milliards d'euros. Ce sont des chiffres et des engagements concrets.

Par ailleurs, nous allons encourager l'apparition d'une nouvelle génération d'entrepreneurs africains - c'est ce que j'ai dit en Afrique du Sud en février dernier- et nous allons apporter deux milliards euros et demi de financement sous forme d'apport en capital et de garanties pour les entreprises africaines.

Donc j'estime que, de ce point de vue-là, la France n'a pas à rougir. Enfin, je ne cache pas que ce sont des objectifs très ambitieux parce que, un, on ne peut plus faire d'annulation de dettes donc c'est de l'argent frais, deux, nos budgets sont en déficit -quasiment tous les pays- et vous, les journalistes, vous n'êtes pas les derniers à me reprocher les déficits. Il faut donc trouver des marges de manoeuvre et ce n'est pas extrêmement simple.

QUESTION - Je voulais peut-être juste un petit droit de suite, par rapport à la question concernant les négociations en cours entre les Chinois et les Tibétains. Est-ce que vous avez juste une appréciation de la qualité de ces négociations en cours ? La question que je voulais vous poser concernait le climat. Vous parlez d'objectifs contraignants. Effectivement, c'est la première fois que les Etats-Unis s'engagent sur des objectifs contraignants à la fois en termes de chiffres et de calendrier. Et en même temps, d'après les compte-rendus que l'on a pu voir de cet accord, il semblerait qu'il y ait une phrase qui apporte une certaine nuance et qui dise que le texte insiste sur la nécessaire contribution de toutes les économies et notamment les pays émergents tel que la Chine et l'Inde, et que George BUSH aurait soutenu que Washington ne pourrait pas s'astreindre à des objectifs si la Chine et l'Inde ne s'y mettaient pas. Est-ce que, donc, si vous n'arrivez pas à convaincre ces économies émergentes demain de faire le même pas que les pays du G8 aujourd'hui, est-ce que cela remet en cause la contrainte décidée aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - Non, la contrainte décidée aujourd'hui, l'objectif contraignant que nous avons décidé, on s'y tient. Avec le Président des Etats-Unis, nous avons dit : il faut que les autres s'y mettent. La divergence que l'on avait pu avoir était : est-ce qu'il faut attendre que l'autre commence pour commencer soi-même ?

J'ai fait valoir cette idée que, dans ce cas-là, on peut attendre longtemps. Je crois que le Président des Etats-Unis a raison : il faut que les autres s'y mettent, sinon, c'est la moitié de l'humanité... c'est la même humanité, mais s'il y en a la moitié qui fait des efforts et l'autre moitié qui n'en fait pas, le résultat est nul. Mais je pense que l'Europe doit montrer l'exemple, d'où le paquet énergie-climat et que le G8 doit montrer l'exemple indépendamment de ce que l'on essaiera d'obtenir du G5 et du G3.

Donc, cela reste notre engagement pour nous. J'ai fait valoir cet argument que c'était plus facile d'obtenir un engagement des autres si nous-mêmes nous montrions l'exemple, plutôt que si l'on disait : on attend.

Sur la Chine, je m'exprimerai demain sur l'ensemble. Mais, peut-être, je peux vous dire quelque chose qui vous intéressera à propos de l'Italie et de l'extradition de Mme PETRELLA.

Ce sont des sujets extrêmement difficiles qui mettent en cause, bien sûr, le respect des autorités judiciaires italiennes et le respect des décisions de justice française.

J'ai discuté de cela avec le Président du Conseil italien en lui disant que la France, conformément aux accords européens que nous avons signés, l'Italie étant une démocratie, conformément aux décisions de justice qui ont été rendues et sous réserve que le Conseil d'Etat confirme puisque c'est la dernière décision en cours et que la France extradera Mme PETRELLA. Mais j'ai demandé au Président du Conseil italien, dans ce cas, de solliciter du Président de la République italienne la grâce, compte-tenu de l'ancienneté de la condamnation et compte-tenu de la situation psychologique et de santé de Mme PETRELLA. J'ai indiqué que c'était, dans mon esprit, un geste humanitaire et le Président du Conseil italien m'a fait valoir qu'il partageait mon analyse et qu'il interviendrait donc auprès du Président de la République italienne pour essayer d'obtenir la grâce pour Mme PETRELLA.

Je crois que l'on pourrait terminer cette affaire de cette façon, avec une France qui respecte l'Etat de droit, bien sûr, l'Etat de droit en Italie et les décisions de justice en France et qui reste fidèle à sa tradition de protectrice des droits de l'Homme en demandant le pardon et la grâce. Je l'ai fait en accord avec le Président du Conseil italien. Je lui ai d'ailleurs demandé l'autorisation de vous en parler et je lui écrirai, dès mon retour du Japon, pour préciser les conditions dans lesquelles nous demandons ce geste humanitaire.

QUESTION - Monsieur le Président, j'en reviens encore une fois à la question du climat parce que j'ai le texte en main. Le texte dit : « nous cherchons à partager avec les parties aux négociations de BALI, la vision et à considérer et adopter avec eux, l'objectif de 50 % de réductions des émissions d'ici 2050 (...) ». Le texte dit : « nous cherchons à considérer et adopter ». Où est l'objectif contraignant là-dedans ?

LE PRESIDENT - D'abord, merci de cette traduction, nous avons beaucoup apprécié que vous nous confirmiez la teneur. L'objectif c'est d'adopter les 50 % et nous cherchons à convaincre les pays émergents de l'adopter avec nous. Mais il n'est pas dit dans le texte que nous cherchons, nous, le G8, à l'adopter. Nous l'adoptons pour le G8 et nous cherchons à l'adopter avec les pays émergents. Enfin, c'est difficile d'adopter quelque chose avant d'avoir vu les gens quand même. Franchement, non ? C'est assez clair. Cela peut vous paraître simple. Je vous rassure, pour ceux qui suivent ce dossier depuis longtemps, on en est plus à Heiligendamm, où l'expression même d'un chiffre était considérée comme inacceptable. Je crois que cela progresse et c'est tant mieux. Il y a ici Brice LALONDE qui a une compétence bien plus grande que la mienne sur toutes ces questions et qui pourrait témoigner d'une évolution extrêmement rapide et heureuse de la communauté internationale. Ce n'est pas rien pour le Président des Etats-Unis de venir avec un texte pareil.

QUESTION - Monsieur le Président, dans votre déclaration liminaire, vous vous êtes félicité que le G8 devienne G13...

LE PRESIDENT - Non, je n'ai pas dit qu'il devienne...

QUESTION - Il y aura une journée G8, une journée G13, une journée avec l'Afrique. Mais les pays riches aujourd'hui ne sont pas toujours ceux que l'on pense et des pays en développement ou émergents sont devenus des pays riches. Alors, pourquoi vous ne faites pas une déclaration en disant qu'il faut indexer les engagements et les aides sur la situation économique des pays ? Par exemple, ceux qui ont une croissance élevée - c'est le cas des Etats émergents, ceux qui ont une monnaie surévaluée ou sous-évaluée, ne sont pas dans la même situation pour tenir leurs engagements. Parce qu'ici, beaucoup de journalistes ont assisté à plusieurs G8 et, à chaque fois, il y a eu des propositions et pardon de vous le dire, elles n'ont pas été tenues. Ces engagements n'ont pas été tenus à cause des difficultés économiques. Mais pourquoi ne pas expliquer que certains pays ne parviennent pas à tenir en fonction de difficultés économiques. Pourquoi il

certaines pays ne pourraient pas les tenir en fonction de difficultés économiques. Par contre, il faudrait combler les engagements par les pays qui, eux, sont dans des situations économiques meilleures.

LE PRESIDENT - C'est sûr que si l'on avait un gouvernement mondial, un seul pays, pas de frontière... Un pays prend des engagements, il doit les tenir. Des cycles en matière d'économie, depuis qu'il y a une économie moderne, on les connaît. S'agissant du G8, je trouve que c'est un progrès que, dès l'année prochaine, il y ait une journée entière avec le G13. Aujourd'hui, enfin, demain, on aura un petit-déjeuner.

Deuxièmement, je trouve que c'est un progrès que l'on commence par le G8 pour se mettre d'accord sur une position commune avant de rencontrer le G13 et ensuite l'Afrique. C'est beaucoup plus logique de le faire dans ce sens-là. Parce que je comprends parfaitement bien que des pays qui partagent les mêmes valeurs - pour dire les choses rapidement - aient un temps pour coordonner leur position, c'est le G8. Une journée G8, une journée G13, cela a un sens. Et je préfère cela que commencer par le G13 et finir par le G8. C'est donc un grand progrès. Sur les engagements, je vous garantis - y compris sur les engagements du développement - que nous allons les respecter. Je ne sais pas ce qu'il s'est passé dans le passé, ni dans quelles conditions ou comment. Je dois d'ailleurs dire que c'est la première fois que je rencontrais Dimitri MEDVEDEV. Il m'a semblé être extrêmement coopératif sur tous les sujets évoqués, à la fois sur le climat, sur les déséquilibres monétaires. Je l'ai trouvé très ouvert à la concertation avec nous. S'agissant des pays européens, du fait des problèmes que nous avons eus pour Lisbonne, il y a vraiment, entre nous quatre, une unanimité de vues sur à peu près tous les sujets. Je voudrais d'ailleurs dire combien je me félicite de l'excellent travail de Brice HORTEFEUX qui a obtenu hier, à l'unanimité, l'accord des ministres en charge de l'immigration, sur le Pacte Européen pour l'Immigration, ce qui met les chefs d'Etat ou de Gouvernements en bonne position pour obtenir le Pacte en octobre. Je vous rappelle que certains d'entre vous disaient, à juste titre, que c'était difficile. C'est quasiment fait puisqu'il y a eu un accord unanime. Et, d'ailleurs, Brice HORTEFEUX a eu une très bonne initiative, celle de présenter cet accord avec RUBALCABA, le ministre de l'intérieur espagnol et SHAUBLE, le Ministre de l'intérieur allemand. Donc, vous voyez, cela progresse. Il n'y a pas que des mauvaises nouvelles pour la Présidence française. Le Pacte européen de l'immigration progresse, la décision de la Commission sur la restauration. Dans une émission sur France 3, l'une des journalistes doutait de la capacité que nous aurions à obtenir cette décision de la part de la Commission sur la TVA. C'est fait.

QUESTION - Cela a déjà été proposé dans le passé par la Commission et refusé par les allemands.

LE PRESIDENT - Déjà, en Europe, quand on ne recule pas, c'est déjà quelque chose qu'il convient de souligner. Enfin, la force avec laquelle la Commission dit cela aujourd'hui n'a rien à voir et cela met clairement la responsabilité de notre côté. Je ne doute pas de pouvoir obtenir un accord. Le sommet de l'Union pour la Méditerranée qui avait fait l'objet de tant de papiers disant que j'avais renoncé à mes ambitions alors que, compte tenu du nombre de présents, on se demande bien en quoi l'on a renoncé, puisque la dernière réponse que j'attendais était celle du Président BOUTEFLIKA et je lui suis très reconnaissant, compte tenu de son expérience, de la place et du rôle de l'Algérie, d'avoir répondu présent également.

QUESTION - Sur la crise alimentaire, vous n'avez pas évoqué le sujet. Est-ce que vous en avez déjà parlé, est-ce qu'il est vrai qu'il y aura une déclaration spécifique dessus ? Quelle sera la teneur des propos ?

LE PRESIDENT - Ce sujet a été traité pour la première fois à part entière par le G8. Il y a 850 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde et, d'ici 2050, il faudra nourrir 9 milliards d'habitants et donc doubler la production alimentaire mondiale. Pour faire face à ce défi, le G8 a décidé de lancer, comme je l'avais proposé à Rome, au sommet de la FAO, un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture. Je rappelle que la France a doublé son aide alimentaire en la portant à 100 millions de dollars cette année. Dans les cinq ans qui viennent, la France consacrera un milliard et demi de dollars à l'agriculture. Le G8 s'est donc saisi du problème et je vous annonce d'ailleurs qu'une réunion des ministres de l'agriculture a été

décidée pour veiller à la mise en oeuvre des mesures et orientations adoptées par ce sommet. Cette réunion des ministres de l'agriculture, qui est une excellente initiative, a été proposée par Monsieur MEDVEDEV et nous l'avons tous acceptée.

QUESTION - Sur le pétrole, il était question de mesures pour contrer la spéculation, qu'en est-il précisément ?

LE PRESIDENT - On a beaucoup parlé de cela mais qu'est-ce que c'est la spéculation sur le pétrole ? Il y a certainement une spéculation purement financière mais, pour l'essentiel, la spéculation c'est quoi ? C'est un certain nombre de masses financières qui, au lieu de s'investir dans l'immobilier ou dans la bourse, s'investissent dans les matières premières espérant que, sur le long terme, la demande de matières premières sera supérieure à l'offre. Parce que c'est bien beau de dire la spéculation, mais la spéculation c'est quoi ? Ce sont des anticipations d'un certain nombre d'opérateurs financiers qui se disent : « je vais placer mon argent le plus sûrement possible, au meilleur taux possible ».

Donc la meilleure façon de faire baisser la spéculation, c'est que nous, les pays développés, nous accélérions les économies d'énergie - moins de demande - et nous accélérions les énergies de substitution - énergies durables et énergie nucléaire - pour rééquilibrer les anticipations du marché qui, aujourd'hui, sont certaines qu'en investissant dans les matières premières, on gagnera plus d'argent. Pour le reste, il y a ce forum sur l'énergie dont je vous ai annoncé l'organisation par les japonais sur ma proposition et les différentes initiatives que prend Gordon BROWN entre pays producteurs et pays consommateurs. Cela c'est tout le volet transparence des marchés. Je suis très frappé de voir que personne ne sait comment cela se passe sur le marché. Qui définit les prix ? Sur la transparence sur les stocks et notamment en matière européenne, on va pouvoir prendre un certain nombre d'initiatives pour être aussi transparents que le sont les Etats-Unis en la matière. Je pense aux stocks et aux importations.

QUESTION - Mais vous lancez, de nouveau, un appel aux pays de l'OPEP pour une augmentation de la production ?

LE PRESIDENT - Vous savez, je ne suis pas sûr que ces appels soient tout à fait suivis d'effets parce que je crois qu'il faut dire à nos compatriotes que nous sommes rentrés dans l'ère de l'après-pétrole et de l'après-gaz et qu'il faut s'y préparer. Et que l'énergie est rare et qu'elle coûte cher. Donc, il faut rentrer dans l'économie de l'économie d'énergie et des autres sources d'énergie. C'est cela qu'il convient de faire. Sur la production pétrolière, ce n'est pas tant seulement l'OPEP. Qu'est ce que l'on peut faire ? On peut aider des pays ravagés par les guerres comme le Nigeria et les producteurs de pétrole à avoir la sécurité pour augmenter leur production. On peut aider des pays comme l'Angola qui peuvent produire beaucoup de pétrole, à stabiliser leur situation pour qu'ils produisent davantage de pétrole. C'est cela que l'on peut essayer de faire. Trouver de nouveaux producteurs, stabiliser la situation chez ces nouveaux producteurs pour qu'ils puissent produire. Mais la solution, à terme, ce ne sera pas dans l'augmentation de la production de matières premières fossiles dont on sait qu'à terme, elles sont condamnées par l'épuisement.

QUESTION - Monsieur le Président, à propos de votre rencontre avec le Président russe MEDVEDEV, comment accueillez-vous sa proposition dont il vous a apparemment parlé hier et dont il avait déjà fait état à Munich d'une architecture de sécurité qui irait apparemment de Vancouver à Vladivostok ? Est-ce que c'est une idée, à la Présidence de l'Union européenne, est-ce que c'est une idée que vous êtes prêt à promouvoir ?

LE PRESIDENT - Vous savez que j'attache beaucoup d'importance à une politique européenne de la défense et j'aurai à présider avec Monsieur MEDVEDEV, le sommet Union européenne - Russie. Nous avons tout intérêt à ce que l'Europe ait un partenariat stratégique avec la Russie. La Russie nous vend 80 % de son énergie et nous lui achetons 30 % de notre énergie. Une proposition de cette nature mérite d'être étudiée. S'il s'agit de faire un arc de paix et de stabilité de Vancouver à Vladivostok en passant par Novossibirsk, pourquoi pas ? En tout cas, cela mérite d'être étudié. En tout cas, il y aurait aucune raison de répondre non par définition. Moi je préfère de beaucoup que nous nous trouvions dans une situation où nos amis russes mettent une

proposition sur la table qui est une proposition de collaboration pour assurer une sécurité commune plutôt que nous trouver, comme on a eu le sentiment ces dernières années, presque à être - pas en guerre froide - mais dans un climat de guerre froide avec des bombardiers stratégiques qui volaient, avec des phrases ici ou là. Donc, prenons-les au mot. Etudions la proposition du Président MEDVEDEV et voyons ce qu'il y a derrière et si l'on peut trouver une solution après tout, cela peut être extrêmement intéressant.

QUESTION - Vous trouvez que vos partenaires vous soutiennent sur le nucléaire, concrètement ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas simplement qu'ils nous soutiennent, c'est qu'en plus, ils vont faire affaire avec nous. En tout cas, Gordon BROWN s'est clairement engagé et je crois que c'est 8 centrales qu'ils veulent remplacer et moderniser. Madame MERKEL, je connais bien son opinion sur le nucléaire, elle est en coalition. Mais elle n'est pas socialiste allemande, et elle est pour à titre personnel. Monsieur BERLUSCONI, je crois que l'Italie avait deux centrales nucléaires qui ont été désactivées et je crois que les Italiens le regrettent. Il nous a confirmé qu'il n'y avait pas de débat sur le nucléaire en Italie. Je crois que les choses progressent extrêmement fortement.

QUESTION - Est-ce que je peux vous poser une question sur Marina PETRELLA ? Vous évoquez l'extradition et la possible grâce de Marina PETRELLA. Je crois que vous avez été sollicité, au moins par voie de presse, tout récemment, par des gens qui soutiennent les anciennes Brigades Rouges pour dire : « pourquoi ne pas faire comme vous avez proposé de faire avec les FARC... ? »

LE PRESIDENT - C'est Madame VARGAS qui a dit cela...

QUESTION - Voilà, Fred VARGAS. Que ceux qui renoncent aux armes puissent venir en France et elle vous sollicitait effectivement sur cette question pour l'ensemble des Brigades Rouges, au-delà de Marina PETRELLA. Est-ce que vous pouvez nous dire ce que vous en pensez ?

LE PRESIDENT - D'abord, sur les FARC, j'aurai l'accord de la Colombie pour cela. Ce n'est pas un accord que l'on négocierait les FARC et nous, sans la Colombie. C'est une proposition qui serait faite pour régler un problème qui ravage 30 % du territoire colombien. Vous le comprenez bien. Ce n'est pas les FARC et la France qui vont négocier ensemble contre la Colombie. La Colombie peut trouver intérêt à ce qu'une partie des repentis - pour reprendre une phraséologie qui a déjà été utilisée pour d'autres - puissent trouver un pays d'accueil. Donc il faut un accord avec l'Italie. Avec l'Italie, nous sommes dans l'Union Européenne, c'est un Etat de droit, qu'est-ce qu'il se passe ? La justice italienne réclame l'extradition, la justice française dit : « cette extradition, vous devez le faire ». Donc, j'aurais comme choix de m'opposer à la justice française et de m'opposer à la justice italienne ? Quelle est la raison pour le faire ? Quelle est la raison ? Une raison humanitaire mais vous convenez que, si l'humanitaire consiste à dire que je ne dois pas respecter une décision de justice, c'est quand même curieux. Je préfère prendre un autre chemin qui est celui d'en appeler, pour des raisons humanitaires, au pardon. L'Italie a été marquée par ce que l'on appelait les années de plomb, les attentats, les enlèvements. Fort heureusement, tout ceci remonte à une trentaine d'années. Ma proposition vise à respecter l'Etat de droit, extraditer, en appeler, pour l'humanitaire, aux autorités italiennes pour que le pardon puisse se faire jour. Et je dois dire que j'ai été très heureux de la réaction positive du Président du Conseil italien. Alors, ce n'est pas lui qui prend la décision mais je ne l'aurais pas fait si il ne m'avait pas autorisé à en parler, et, partant, si nous arrivions à conduire les choses comme cela, cela serait tout avantage. Parce que beaucoup d'italiens ne comprennent pas pourquoi la France refusait d'extrader des gens qui sont italiens, qui ont commis des crimes en Italie et qui ont été jugés en Italie. Reconnaissez que c'est difficile parce que Madame PETRELLA est accusée d'avoir commis ce crime. Associée car elle a repéré la cible, gardé la cible. Elle a été jugée en Italie et les autorités italiennes nous la réclament. Enfin, au nom de quoi, quel Européen serais-je que de dire non ? Pour quelle raison ? Alors j'ajoute que les avocats de Madame PETRELLA ont interrogé les juridictions françaises qui, jusqu'à présent, ont dit qu'il fallait extraditer. Mais il y a aussi une tradition des droits de l'Homme en France. J'ai donc pensé que c'était bien que le Président français demande aux autorités italiennes ce pardon. La réaction du Président du Conseil italien a été positive. Après, c'est à lui d'en parler avec le Président de la République italienne. Je ferai

une lettre au President du Conseil Italien et au President de la Republique Italienne, aux deux.
Merci de votre patience.